



L'acteur Hakim Soltan

«Je suis fidèle au théâtre... mais le cinéma m'emporte plus loin»

Page 7

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5465 - Dimanche 5 septembre 2021 - Prix : 10 DA

Baguette de pain à 15 dinars

Les consommateurs appelés à dénoncer les boulangers

Page 3

Climat des affaires, investissement et gestion des EPE

Le gouvernement s'engage à lever toutes les entraves

Page 3

Pandémie : pas encore de fin en vue

Par Mohamed Habili

A la toute fin de cette année, la pandémie de Covid 19 aura bouclé sa deuxième année, et sans qu'il soit possible de se dire en manière de consolation que du moins on en aura bientôt fini avec elle. L'une des particularités de cette crise sanitaire, c'est que plus elle dure, moins on en voit la fin. Il y a lieu de craindre qu'on soit encore moins capable de faire cette prédiction à la fin de 2022, pour peu qu'elle s'étire jusque-là. Cela sans même parler d'une mutation du virus, qui lui permettrait de se jouer des vaccins en circulation, et de se donner un deuxième souffle. Une éventualité si peu improbable que l'OMS a déjà mis sous observation étroite un variant, dit variant Mu, ou variant colombien, qui pourrait être déjà résistant aux vaccins existants. Il serait déjà prédominant dans son pays d'origine, la Colombie, où les contaminations et les décès ont beaucoup augmenté, à ce qu'il semble de son seul fait. Il a été détecté dans une quarantaine de pays, dans les Amériques et en Europe.

Suite en page 3

Un «Big day» est prévu le 11 septembre

Vaccination massive pour un retour à la normale



Ph.E. Soraya/J. A.

L'Algérie a lancé, hier, une grande campagne de vaccination contre le Covid-19 à travers l'ensemble du pays, avec l'objectif de vacciner 70 % de la population avant la fin de l'année, pour parvenir à l'immunité collective et espérer un retour à la vie normale.

Page 2

Publicité



بالتلقيح تستمر الحياة

٠٢٠٠٨ ٨ +٠٨٠٠٠+

BIG DAY 11 SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الواب

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الصحة

الأسبوع الوطني للتلقيح ضد كوفيد 19



<http://www.sante.gov.dz/> @sante.gov.dz @SanteDz

Un «Big day» est prévu le 11 septembre

Vaccination massive pour un retour à la normale

■ L'Algérie a lancé, hier, une grande campagne de vaccination contre le Covid-19 à travers l'ensemble du pays, avec l'objectif de vacciner 70 % de la population avant la fin de l'année, pour parvenir à l'immunité collective et espérer un retour à la vie normale.

Par Louisa Ait Ramdane

L'opération qui se poursuivra jusqu'au 11 septembre 2021, baptisée «Big day», ambitionne de vacciner un grand

Journal officiel Les nouvelles dispositions de la loi relative à la commune publiées

UNE ORDONNANCE modifiant et complétant certaines dispositions de la loi 11-10 du 22 juin 2011 relative à la commune a été publiée au dernier numéro du *Journal officiel* en prévision des élections locales (APC/APW), prévues le 27 novembre prochain. Ainsi, l'article 64 de cette ordonnance stipule que «dans les huit jours qui suivent la proclamation définitive des résultats des élections, les élus sont conviés par le wali pour l'installation de l'Assemblée populaire communale». L'article 64 bis de cette ordonnance prévoit que «dans les cinq jours qui suivent son installation, et sous la présidence du doyen d'âge des élus, l'Assemblée procède à l'élection du président de l'Assemblée populaire communale». A cet effet, «un bureau provisoire est mis en place pour superviser l'élection. Il est constitué de l'élu le plus âgé, assisté des deux plus jeunes élus. Ils ne doivent pas être candidats». Ce bureau provisoire «reçoit les candidatures à l'élection du président et établit la liste des candidatures». L'article 65 de cette ordonnance stipule que «le candidat à l'élection à la présidence de l'Assemblée populaire communale, est présenté parmi la liste ayant obtenu la majorité absolue des sièges». «Dans le cas où aucune liste n'a obtenu la majorité absolue des sièges, les deux listes ayant obtenu 35 %, au moins, des sièges peuvent présenter un candidat», souligne-t-on. Toutefois, «dans le cas où aucune des listes n'a obtenu les 35 %, au moins, des sièges, toutes les listes peuvent présenter, chacune, un candidat. L'élection a lieu à bulletins secrets. Est déclaré président de l'Assemblée populaire communale le candidat ayant obtenu la majorité absolue des voix», prévoit l'article 65 de la nouvelle ordonnance. En outre, «si aucun candidat n'obtient la majorité absolue des voix, un deuxième tour a lieu entre les deux candidats ayant été classés premier et deuxième. Est déclaré élu le candidat ayant obtenu la majorité des voix». Mais, «en cas d'égalité des suffrages, est déclaré élu le candidat le plus âgé». **Y. K.**

nombre de citoyens, travailleurs et enseignants, pour assurer une rentrée sociale et scolaire en toute sécurité. Durant toute une semaine, les autorités sanitaires comptent vacciner partout avec l'ambition de toucher le maximum de personnes et l'objectif d'atteindre 70 % de la population, a indiqué le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, lors du lancement de cette grande campagne. Il a également indiqué que «la protection des enfants consiste à vacciner les adultes et vacciner le plus grand nombre possible de citoyens», précisant que le ministère espère, à travers le lancement de cette campagne de vaccination, obtenir l'immunité collective ou au moins une protection efficace contre le virus.

Pour atteindre cet objectif, le ministre de la Santé, qui a donné, hier, le coup d'envoi de cette campagne, a tenu à souligner que le grand rôle que vont jouer les secteurs ministériels, de la société civile et du partenaire social qui ont déjà contribué, chacun dans son domaine, à lutter contre la pandémie.

A l'occasion, Benbouzid a appelé les personnes âgées de plus de 18 ans à se faire vacciner au niveau des espaces mis à leur disposition à travers tout le pays, et où toutes les conditions nécessaires sont réunies, soulignant qu'il faudra réaliser des chiffres records de nombre de vaccinés d'ici la fin de l'année.

C'est ainsi que les services de santé, les hôpitaux, les cliniques privées et les pharmacies se chargeront de la vaccination. Des bus équipés de tous les moyens nécessaires et des ambulances sont envoyés dans toutes les wilayas ainsi que dans les zones isolées, les écoles, les villages, les nouveaux quartiers AADL et autres. Les équipes



Ph/D.R.

médicales travailleront par vacation 24h/24h y compris les week-ends. Les statistiques de vaccination seront communiquées en coordination avec les médias lors de cette journée qui sera largement médiatisée, a affirmé Benbouzid, souhaitant que l'Algérie enregistre un maximum de vaccinés ce qui permettra «à notre pays d'occuper une place honorable parmi les Etats qui nous ont précédé dans cette initiative».

Benbouzid a tenu, à l'occasion, à rendre hommage au personnel du secteur de la Santé qui a, dira-t-il, «relevé les défis et continue de lutter contre la pandémie, en dépit de toutes les difficultés que nous avons traversées durant la troisième vague de la pandémie».

Huit millions d'Algériens déjà vaccinés

À travers cette campagne nationale, l'Algérie tente de rattraper son grand retard dans la vaccination de la population. Huit millions d'Algériens ont déjà reçu leur première dose de vaccin anti-Covid-19 depuis le début de l'année, tandis que trois autres millions ont reçu les deux doses, a affirmé Djamel Fourar, à l'occasion du lancement de la campagne vaccinale. Les pouvoirs publics ont mis les bouchées doubles pour réussir cette opération d'envergure.

Le porte-parole du Comité scientifique chargé de suivi de la pandémie de Covid-19, Djamel

Fourar, est revenu sur la vaccination des enfants. Beaucoup de spécialistes sont en faveur de la vaccination des enfants de moins de 12 ans, surtout que plusieurs pays européens tels que la France ont commencé récemment à l'adopter.

L'Algérie envisage également de vacciner cette catégorie qui est de plus en plus exposée au risque de contamination avec l'approche de la rentrée scolaire, notamment avec la propagation des nouveaux variants.

D'Fourar a indiqué que cette question n'a pas été encore tranchée, expliquant que les autorités compétentes suivent ce qui est annoncé dans le monde afin de prendre la décision appropriée. **L. A. R.**

Début de l'opération pour le secteur de la Communication

L'opération de vaccination contre le Covid-19 pour tous les professionnels du secteur de la Communication a commencé hier matin au niveau du Centre international de presse (CIP) à

Kouba, Alger, dans le cadre de la semaine nationale de la vaccination, placée sous le slogan «Vaccination... la vie continue». A cet effet, le ministère de la Communication a indiqué, dans

un communiqué, que ce processus, organisé en coordination avec les services du ministère de la Santé, englobe tous les professionnels du secteur et leurs proches, précisant que toutes les

personnes concernées doivent se rapprocher du Centre international de presse, situé au 2, rue Farid-Zouieche, Maison de la presse, Kouba, de 9h00 à 15h30. **R. N.**

La Protection civile mobilise 500 agents pour la réussite de l'évènement

Un total de 500 agents, tous grades confondus, seront mobilisés par la Protection civile pour contribuer à la réussite de la campagne nationale de vaccination, indique, hier, la Protection civile dans un communiqué. «Dans le cadre de la participation à la grande campagne nationale de vaccination, prévue du 4 au 11 septembre 2021, la Protection civile contribue à cet effort national en mobilisant 500 agents de protection civile, tous grades

confondus, médecins, infirmiers et paramédicaux, pour la réussite de ce grand événement», précise la même source.

La Protection civile «contribue, depuis le 24 juillet 2021, avec les équipes médicales, à l'opération de vaccination massive, notamment à travers des quartiers populaires et au profit d'organismes et institutions publics et privés, ainsi que les personnes à mobilité réduite, en mobilisant d'énormes

moyens matériels et humains, grand nombre de citoyens», a-t-on rappelé. **R. N.**

Bilan des dernières 24 heures

351 nouveaux contaminés et 26 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 26 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit 8 cas de moins que le bilan d'hier (34), portant à 5 399 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 351 cas, soit 42 cas de moins par rapport au bilan d'hier (393), pour atteindre, au total, 197 659 cas confirmés. **R. N.**

Baguette de pain à 15 dinars

Les consommateurs appelés à dénoncer les boulangers

■ Dans le but de sanctionner les boulangers qui augmentent, d'une façon illégale, le prix de la baguette de pain, proposée à 15 DA au lieu de 10 DA, l'Apoce a appelé les citoyens à les dénoncer.

Par Thinhinene Khouchi

Depuis des années, les boulangers des quatre coins du pays expriment le souhait de revoir à la hausse le prix de la baguette de pain avec une augmentation de 50 % et ce, au moment où l'Etat maintient sa subvention sur le produit. Cette demande, refusée à de multiples reprises, fait que plusieurs boulangers tentent d'augmenter les prix de manière illégale en arnaquant les consommateurs. En effet, certains saupoudrent leurs baguettes avec de la semoule et les proposent alors comme pains de semoule proposés à 20 DA au lieu de 10 DA. D'autres les saupoudrent des graines de nigelle, ce qui fait passer le prix de la baguette de 10 à 15 DA ou plus. D'autres encore jouent sur le poids de la baguette. Pour Mahrez, père de famille habitant à Alger-Centre, «cela fait 5 ans que je n'ai pas acheté une baguette de pain à 10 DA. Le boulanger auprès duquel je m'approvisionne me dit toujours qu'il n'en reste plus, donc je suis obligé de prendre celle à 15 ou 20 DA». Et d'ajouter: «Bizarrement, ce boulanger dit cela à tous ses clients». Alerté par cette situation illégale, l'Association de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoce) a décidé de tirer la sonnette d'alarme et de dénoncer ces arnaqueurs. En effet, dans un poste partagé sur



sa page Facebook officielle, l'Apoce lance une campagne nationale pour dénoncer les boulangers qui proposent la baguette de pain à 15 dinars au lieu de 10 DA (le prix proposé par la majorité des boulangers) et au lieu de 8,50 DA (le prix officiel fixé par l'Etat). Dans sa publication, l'Apoce a indiqué que «certaines boulangeries proposent, actuellement, une baguette de pain ordinaire à 15 dinars. Et ce, au lieu de 10 dinars habituellement. Soit une augmentation de cinq dinars. Il s'agit là d'une opération complètement illégale et inaccept-

table». Par conséquent, il n'est pas envisageable de laisser passer ce genre d'agissement. Cela, car les boulangers imposent, par cet acte, un fait accompli au simple consommateur, et ce, en violant la loi qui détermine les prix et le poids du pain subventionné par l'Etat. C'est ce qu'indique dans sa publication de l'Association. L'Apoce a appelé les citoyens à les dénoncer, et ce, en contactant la page de l'organisation. Le message devrait, en fait, contenir des informations qui faciliteront l'identification de ces boulangers. Il faudrait donc

mentionner le nom, le prénom, le numéro de téléphone et l'adresse exacte de la boulangerie, explique l'Apoce dans sa note, ajoutant que «les plaintes seront, ensuite, collectées par régions et envoyées à la fin de chaque journée à la Direction du commerce de la région concernée». «Si après 48h la boulangerie continue de vendre les baguettes de pain à 15 dinars, les citoyens sont de nouveau appelés à signaler une seconde fois le commerçant en question».

T. K.

Climat des affaires, investissement et gestion des EPE

Le gouvernement s'engage à lever toutes les entraves

Le gouvernement s'engage dans son Plan d'action à lever toutes les entraves à l'acte d'investir à l'aide de mesures organisationnelles et financières englobant la réforme du code de l'investissement, la lutte contre la bureaucratie ainsi que la refonte du guichet unique. Il est question de «donner davantage de visibilité et de stabilité juridique et institutionnelle aux investisseurs potentiels à travers, entre autres, la réforme du code de l'investissement, la dématérialisation des procédures administratives, la réduction des délais de traitement de tout dossier administratif et la simplification des procédures d'octroi des différents agréments et autorisations requis pour l'exercice de tous types d'activités», lit-on dans le Plan d'action qui sera soumis prochainement au Parlement. L'amélioration de l'attractivité du climat d'investissement passera également par la lutte contre la bureaucratie à travers une commission d'arbitrage sur les rela-

tions administration/investisseurs et le renforcement de la coordination entre les différents organismes en charge de l'investissement, pour assurer «une intervention publique coordonnée et efficace», est-il relevé dans le document. Il s'agit aussi de mettre en place un mécanisme d'évaluation et de suivi du climat des affaires, un organisme de veille et d'intelligence économique, pour assister les investisseurs à l'anticipation, et une cartographie des institutions et des opportunités d'investissement, comme outil d'aide à la décision et moyen d'évaluation des politiques publiques. En matière de financement, il est question de favoriser la disponibilité des instruments de financement appropriés, appliquer des taux d'intérêts économiquement attractifs et acceptables, selon le secteur et dans le cadre de contrat d'engagement sur le résultat et faciliter l'accès au crédit, pour les micro-entreprises et prioriser les entreprises dont le domaine

d'activité ne sollicite pas de recours à la devise. La refonte du guichet unique figure aussi parmi les mesures proposées, à travers l'élargissement des prérogatives de ce mécanisme pour jouer «le rôle d'un vrai centre de services aux investisseurs». Pour la concrétisation d'une relance et d'un renouveau économiques, le gouvernement table, d'autre part, sur la réforme du secteur public marchand et la gouvernance des entreprises publiques par le biais d'une nouvelle approche de gestion des participations de l'Etat. A ce titre, il s'engage à auditer et à évaluer les capitaux du secteur public marchand, notamment le management des Groupes/Holdings Industriels et les Entreprises Publiques économiques (EPE), ainsi qu'à engager une restructuration à la lumière des audits engagés et une ouverture du capital des entreprises. Il est prévu aussi la révision et la mise à jour du cadre juridique régissant les participations de l'Etat,

de l'entreprise publique et du partenariat pour l'adapter aux nouvelles exigences. Le gouvernement compte procéder également aux amendements nécessaires qui consacrent «l'autonomie effective» de la décision de l'entreprise publique. L'encouragement de l'initiative des dirigeants des EPE est évoquée dans ce Plan d'action dans le cadre de la révision du statut des organes de gestion, la dépenalisation de l'acte de gestion et l'instauration de contrats de performances ainsi que l'obligation de résultats. Quant à la mise à niveau, il est attendu la relance des activités des EPE et/ou les unités à l'arrêt et le développement d'une démarche de valorisation de leurs actifs inexploités par un partenariat intergroupes/inter holdings ou public-privé national ou étranger, ainsi que l'étude des mesures financières appropriées pour la relance de l'activité de certaines entreprises exportatrices.

Riad F.

LA QUESTION DU JOUR

Pandémie : pas encore de fin en vue

Suite de la page une

C'est sûrement à lui que faisait récemment allusion Abderrahmane Benbouzid, en lançant la campagne de vaccination massive d'une semaine, aujourd'hui à son deuxième jour. A l'échelle mondiale toutefois, sa prévalence reste faible, le variant Delta l'emportant de loin à cet égard. Chez nous, la bonne nouvelle, du reste pas si nouvelle que ça, étant connue depuis fin juillet, c'est que le recul des contaminations ne se dément pas. La mauvaise, c'est que le nombre des décès est resté bloqué à plus de trente par jour, en gros au même niveau que lorsque celui des contaminations quotidiennes atteignait son pic en frisant les 2 000. Hier ce nombre est repassé sous la barre des 400, alors que celui des décès était à 34, les deux semblant désormais déconnectés l'un de l'autre. De sorte que si les contaminations sont en baisse, le taux de mortalité lui en revanche est en hausse. A quoi cela est-il dû ? Serait-ce que le variant largement dominant dans le pays, le Delta, est en train de devenir plus mortel sans être plus transmissible pour autant ? Il emportait une trentaine sur près de deux mille d'infectés. Il en tue toujours autant, mais sur quatre fois moins de contaminés. La campagne de vaccination massive ne s'étant pas fixé d'objectif chiffré, on serait peut-être en peine de savoir ensuite si elle a été une réussite, un échec, ou si elle n'a été ni tout à fait l'une ni tout à fait l'autre. Le nombre des vaccinés est estimé entre 6 et 7 millions. Si la campagne le doublait, nul doute alors qu'elle serait considérée comme un succès. A plus forte raison, si elle le dépassait. Le succès ou l'échec dans ce genre d'opération dépend de la qualité et de la force de la campagne de sensibilisation qui y a prélué. Celle qu'on a pu voir se développer sur les écrans de télévision pendant plusieurs jours était plutôt bien faite. Son slogan «Avec la vaccination je me protège et je te protège» est incontestablement une bonne trouvaille. Et d'abord en ceci qu'il appelle à la fois à l'intérêt personnel et à la solidarité, en même temps à l'égo et au nous, affirmant leur indissociabilité. Il devrait marcher. D'autant que ce n'est pas en Algérie que l'obscurantisme antivax pourrait mordre sur les milieux populaires. Une spécialité du reste purement occidentale. On ne la voit nulle part ailleurs menacer les campagnes de vaccination. En Europe et en Amérique du Nord si, comme en témoigne leur ralentissement.

M. H.

Plan d'action du gouvernement

Plusieurs mesures envisagées pour intégrer l'informel dans le circuit légal

■ Plusieurs mesures pour combattre l'informel à travers notamment des outils visant son intégration dans le circuit légal sont envisagées dans le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du Programme du président de la République.

Par Riad D.

Ce plan, dont l'APS détient une copie, prévoit la mise en place d'outils nécessaires à l'évaluation de l'étendue des activités informelles dans le secteur économique et au recensement des contribuables potentiels. Ceci permettra, selon le document, l'évaluation des pertes fiscales engendrées par les activités informelles en vue de les ramener ces vers les circuits légaux de l'économie. Le gouvernement s'engage, dans ce sens, à mettre en place des mesures d'intégration, d'incitation et de contrôle, devant contribuer au transfert de l'activité informelle vers le secteur formel. La récupération des fonds disponibles dans le marché informel, pour les réintégrer dans le circuit officiel, constitue parmi les objectifs assignés à ce Plan d'action prévoyant aussi la mise en place de mécanismes appropriés de commercialisation comme la libre vente à travers des associations spécialisées. Dans le but d'attirer les commerçants activant dans l'informel, le Plan d'action du gouvernement

envisage la création du statut de l'auto-entrepreneur, le soutien à l'emploi des jeunes et à la création de micro-entreprises ainsi qu'à l'encouragement des activités artisanales et d'art, en plus du renforcement des actions de communication pour la vulgarisation des droits et garanties des contribuables. De même, la procédure d'obtention du registre du commerce et l'affectation d'espaces encadrés pour l'exercice d'activités précédemment pratiquées dans l'informel (achat, revente, artisanat) seront davantage simplifiées, selon le document du gouvernement. Sur le plan fiscal, des mesures d'accompagnement et des dispositions de facilitation en matière de paiement de l'impôt, d'identification des secteurs à risque et des pratiques favorisant le développement du secteur informel sont prévues. Le renforcement de la «fonction contrôle» à travers le développement de meilleures méthodes et instruments de collecte, de consolidation, de répartition et d'exploitation de l'information fiscale, sont d'autres actions à même de soutenir les efforts de lutte contre l'informel et son intégration dans



PH.D.R.

le circuit formel. Dans le même sillage, le gouvernement compte instaurer la mise en place d'instruments de coordination, de concertation et de contrôle mixte au niveau local et central (douanes, services du commerce, sécurité sociale), notamment

à travers la mise en place d'interfaces permettant le croisement des bases de données. A ce titre, les garanties accordées aux contribuables soumis au contrôle et le rôle des start-up, comme vecteur d'inclusion financière à travers l'e-paiement et l'e-com-

merce, seront renforcés. Adopté lundi en Conseil des ministres, le Plan d'action du gouvernement sera soumis prochainement aux débats et approbation du Parlement.

R. D.

Mostaganem

Ces responsables qui esquivent la presse

À Mostaganem, certains responsables évitent comme ils le peuvent de communiquer avec la presse locale. Les dirigeants de la nouvelle Algérie ont axé leurs efforts par un amendement consi-

déré comme un saut qualitatif dans l'exercice de l'information. Beaucoup d'entre ces responsables qui gouvernent Mostaganem n'ont pas encore compris que la Constitution garantit aux citoyens le droit d'accéder à l'information à travers divers moyens, dont la presse. Par contre le wali, en sa qualité de premier responsable, renforce la crédibilité de l'information par la grande attention qu'il accorde aux médias locaux. Il a intelligemment œuvré pour restructurer la presse locale, lui donnant les moyens afin d'assurer aux citoyens de la wilaya l'information sur les activités des instances publiques et plus particulièrement sur toutes les questions qui intéresseraient leur quotidien. Pour promouvoir

l'information et la communication à Mostaganem, l'Association de la Presse a ingénieusement créé un «Forum de la Presse» pour donner l'occasion aux responsables des secteurs, membres de l'exécutif et autres, de rencontrer les médias. Le souci majeur de la presse c'est d'informer juste et franchement. Toutefois, les correspondants et les journalistes érigés en association peinent souvent à accéder aux sources d'information, car des directeurs de certains secteurs ou de certains organismes trouvent toujours le moyen de ne jamais répondre à l'invitation de la presse. D'autres feignent d'accepter l'invitation mais à cause d'une excuse astucieuse font reculer le rendez-vous pour ne jamais y

revenir. Quelques-uns, de par des comportements incompris, ont des réponses évasives. Beaucoup de responsables de secteurs ne veulent pas communiquer, n'ont jamais installé une cellule de communication pour informer la presse sur leurs activités ; d'autres, à une certaine époque, se sont vus contraints d'ouvrir une page Facebook mais stérile. En revanche, il y a des responsables qui viennent s'asseoir avec la presse et informent avec brio sur les activités de leurs secteurs. Il y a des responsables qui communiquent uniquement avec leurs ministères, tenant en otage le citoyen par des chiffres. Le journaliste a le devoir d'informer, car c'est sa mission principale, et si la source

d'information ne lui est pas accessible il informe sur les activités de tel ou tel domaine, mettant en exergue les failles et les anomalies qui lui ont été communiquées par d'autres voies. Ce n'est qu'après parution de l'information que le responsable, perturbé, cherche à contacter le journaliste. Ce dernier ne peut accomplir une tâche aisément si le responsable fuit, inconsciemment, un droit à l'information, un droit constitutionnel. A Mostaganem, rares sont les responsables qui sollicitent la presse. Une grande majorité préfèrent ne pas affronter les médias, peut-être par manque de bon sens ou même de lucidité. Mais leur incompétence les rattrapera toujours et avec certitude. Lotfi Abdelmadjid

Annaba

Saisie de plus de 92 kg de cannabis

LES SERVICES de la Brigade de répression du banditisme (BRB) de la sûreté de wilaya d'Annaba ont mis hors d'état de nuire un réseau de trafiquants de drogue organisé et saisi 92,7 kg de cannabis, a-t-on appris, jeudi, auprès de ce corps constitué. Cette opération «qualitative» a permis l'arrestation de quatre personnes âgées entre 30 et 60 ans et la saisie de deux véhicules utilisés dans le transport et la vente de la marchandise prohibée, huit téléphones mobiles et une somme d'argent d'une valeur de 1,4 million DA, a souligné la cellule de l'information et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Les mis en cause seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Hedjar, en application des lois en vigueur, a-t-on signalé de même source.

F. L.

Autoroute de Béjaïa

14 ouvrages d'art sur les 23 prévus sont achevés

Les travaux de réalisation de la pénétrente autoroutière devant relier la ville de Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest sur 100 km avancent bien. Plus de la moitié des ouvrages de cette autoroute a été livrée et les travaux se poursuivent actuellement au niveau de tout le tracé de ce projet qui accuse du retard. Une section de 10 km de cette autoroute, située entre les communes d'Amizour et Timezrit, a été mise

récemment en service. Avec la réalisation de ce tronçon, on compte 60 km de cette autoroute livrés. Ce qui est également important, c'est l'avancement dans l'exécution des ouvrages d'art. En effet, «sur les 23 ouvrages d'art prévus dans le cadre de ce projet autoroutier, soit ceux situés entre le PK 12 et le PK 48, 14 ont été achevés et le taux d'avancement des travaux de réalisation des 9 autres ouvrages

a atteint les 80 %», a affirmé récemment dans un post la cellule de communication de la wilaya. Par ailleurs, les travaux de creusement des deux tunnels de Sidi-Aich sur 1 600 ml sont également achevés. Ce qui est très encourageant, car cette partie est jugée la plus importante de ce projet, ceci alors que «toutes les contraintes techniques et celles relatives aux oppositions ont été levées». S'agissant de la variante du der-

nier tronçon situé du PK 00 (Port de Béjaïa) au PK 11 (Oued-Ghir), dont 3 km d'ouvrages et 8,3 km de route, elle a été «retenue et approuvée». Cette variante a été choisie afin d'éviter les terrains inondables, les crues de l'oued Soummam et aussi afin de préserver les terrains agricoles de la région. Enfin, il faut noter que plus de 16 000 000 000 DA de créances ont été réglés.

Hocine Cherfa

Plan d'action du gouvernement

Une série de dispositions pour améliorer l'accès au foncier industriel

■ Le gouvernement s'engage à mettre en place un dispositif de récupération des terrains affectés en toute propriété et destinés aux projets d'investissement, restés non exploités.



Par Salem K.

Le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme présidentiel contient une série de dispositions pour l'amélioration de la gestion et l'accès au foncier industriel afin de promouvoir l'investissement. Le

Plan d'action, dont l'APS détient une copie, prévoit en effet la révision du dispositif lié au foncier destiné à l'investissement afin de lever les contraintes et parer aux situations de blocage que connaît l'octroi du foncier industriel. Selon le document, la gestion, l'aménagement et la créa-

tion de zones industrielles seront confiés à un seul organisme spécialisé (une agence présente au niveau régional et local) et qui bénéficie d'un savoir-faire et d'une expertise technique en la matière. Dans le même sillage, le gouvernement entend simplifier les procédures, promouvoir l'in-

vestissement et optimiser l'allocation de la ressource foncière. Il est envisagé, dans ce sens, de renforcer l'offre foncière destinée à la réalisation de projets d'investissement, l'encouragement du développement et l'équipement des zones industrielles publiques et privées, par l'ouverture aux industriels du secteur privé, notamment les coopératives, en s'appuyant par un cahier des charges «clair et précis». Le gouvernement s'engage également à mettre en place un dispositif de récupération des terrains affectés en toute propriété et destinés aux projets d'investissement, restés non exploités ou détournés de leur vocation initiale, à travers notamment la résiliation des actes de concession par voie administrative et non judiciaire. Outre la revalorisation des assiettes foncières récupérées, celles-ci seront réaffectées aux véritables investisseurs sur la base d'une concession non convertible en cession, conformément à la législation et la réglementation en vigueur. Cette mesure figure parmi les dispositions envisagées pour faciliter l'accès au fon-

cier industriel. De plus, il est aussi question de l'actualisation de la cartographie du patrimoine foncier national, de la mise à jour de l'inventaire du foncier industriel non exploité pour l'intégrer dans l'offre foncière destinée à l'investissement, ainsi que de la poursuite des projets de réalisation de nouvelles zones industrielles à travers le territoire national, notamment au niveau des Hauts-Plateaux et du Sud. Adopté lundi dernier en Conseil des ministres, le Plan d'action du gouvernement sera soumis prochainement aux débats et approbation du Parlement. S. K.

Finances

La banque des BRICS accueille de nouveaux pays membres

LA NOUVELLE Banque de développement (NBD) des BRICS a annoncé, jeudi, qu'elle accueillerait les Emirats arabes unis, l'Uruguay et le Bangladesh dans la famille de la NBD. Les nouveaux membres trouveront dans la NBD une plateforme pour promouvoir leur coopération dans les infrastructures et le développement durable», a indiqué Marcos Troyjo, président de la NBD, dans un communiqué. «Nous continuerons d'accueillir de nouveaux membres dans la banque de manière graduelle et équilibrée», a-t-il ajouté. Selon le communiqué, cette première expansion des adhésions à la NBD visant à étendre sa portée mondiale est conforme à la stratégie de la banque de se positionner comme institution de développement de premier plan pour les économies émergentes. Une fois acceptée, l'adhésion d'un pays à la NBD devient effective dès l'achèvement de ses processus nationaux et le dépôt de l'instrument d'adhésion. Depuis le début de ses activités, la NBD a approuvé environ 80 projets au sein de ses membres, soit un portefeuille total de 30 milliards de dollars. Ces projets couvrent les secteurs des transports, de l'eau et de l'assainissement, des énergies propres, des infrastructures numériques, des infrastructures sociales et du développement urbain. Basée à Shanghai, la NBD a été établie par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. La banque a officiellement ouvert en juillet 2015. T. L.

Chicago

Le soja et le blé tirés par la demande mondiale

Les cours du soja et du blé ont terminé la semaine sur un gain vendredi, tirés par des chiffres qui témoignent d'une demande soutenue pour ces denrées alimentaires. Le ministère de l'Agriculture (USDA) a fait état d'une nouvelle commande provenant de Chine, pour 130 000 tonnes de soja, ce qui porte à plus de 500 000 tonnes les quantités annoncées à l'exportation pour ce pays durant la semaine. Concernant le blé, le rapport hebdomadaire sur les exportations, publié également par l'USDA, a fait état de ventes nettes de 293 500 tonnes sur la

période allant du 20 au 26 août, en nette hausse par rapport à la semaine précédente. Ces bons chiffres ont été nourris par la forte demande du Mexique et du Japon. Plus tôt dans la semaine, la Russie avait réduit de nouveau sa prévision de production de blé, à son plus bas niveau depuis 2016, une annonce de nature à tendre les prix. Le marché est désormais tourné vers le rapport Wasde du ministère américain de l'Agriculture sur la demande et la production mondiale de céréales, qui sera rendu public le 10 septembre. Pour Virginia McGathey, présidente de

McGathey Commodities, même si les prix se situent actuellement à des niveaux historiquement élevés, «sur les deux derniers mois, les informations auraient justifié une augmentation beaucoup plus marquée». Les vagues de sécheresse qui ont frappé Etats-Unis, Canada ou Russie dans des régions clés pour la production du blé, auraient ainsi pu faire monter davantage les cours, selon elle. Mais les marchés agricoles pâtissent, selon elle, de la trajectoire des marchés actions, en lévitant depuis plusieurs mois et qui attirent massivement les investisseurs. «Les gens qui

sont normalement sur ce marché parlent déjà sur une hausse, dit-elle, donc il faudrait que d'autres les rejoignent et achètent». Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en décembre a clôturé à 7,2625 dollars contre 7,17 dollars à la précédente clôture, en hausse de 1,29 %. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en décembre a terminé à 5,2400 dollars contre 5,2550 dollars, en baisse de 0,28 %. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en novembre a conclu à 12,9200 dollars contre 12,8325 dollars, avançant de 0,68 %. D. K.

«El-Mouggar 2021»

Signature de conventions de développement des échanges commerciaux et économiques

Des conventions-cadres pour renforcer les opportunités de coopération, de partenariat et de développement des échanges commerciaux et économiques ont été signées entre des opérateurs économiques nationaux et étrangers, en marge de la 10e édition de l'exposition économique internationale «El-Mouggar 2021», clôturée jeudi à Tindouf. La dernière journée de la manifestation internationale a donné lieu à la conclusion d'une convention-cadre entre la Société algérienne des foires et expositions «Safex» et la société Mauritanienne des services géné-

raux, portant sur le développement des opportunités d'exportation des divers produits algériens vers la Mauritanie. Deux autres conventions-cadres ont été conclues lors de l'exposition. La première convention, conclue entre la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) et le Groupe public de transport terrestre de marchandises et de logistique «Logitrans», porte sur le transport par le Groupe «Logitrans» des produits exportés par la société Naftal vers différents pays africains. Quant à la seconde convention, elle a été

conclue par Naftal avec la Société nationale de travaux publics (Sntp) pour la réalisation de stations-service entre les villes de Tindouf (Algérie) et Zouirat (Mauritanie) en vue d'assurer l'approvisionnement des transporteurs en divers produits pétroliers. Des parties signataires des conventions, algériennes et africaines ont fait part de leur «optimisme» quant aux opportunités de développement économique des régions frontalières offertes par ces conventions, notamment en matière d'échanges commerciaux. Le président de la Chambre du commerce et d'in-

dustrie «CCI-Tafagoumt» de Tindouf, Nouh Abiri, a indiqué que «cette manifestation a permis de rendre réelles les ambitions des opérateurs et entreprises économiques en termes de développement des opportunités de partenariat et de coopération, en vue de donner un nouveau souffle aux échanges commerciaux, notamment au niveau des régions frontalières. «Cet événement économique international a permis d'examiner les opportunités d'exportation du produit national vers les marchés africains», a soutenu M. Abiri.

K. M.

L'acteur Hakim Soltan

«Je suis fidèle au théâtre... mais le cinéma m'emporte plus loin»

■ **Abdelhakim Boudissa**, artiste connu sous le nom de **Hakim Soltan**, est un jeune acteur qui a réussi une carrière riche et variée. Il a fait ses premiers pas dans le monde artistique avec l'association «Théâtre Elbelliri», à laquelle il exprime toute sa reconnaissance, mais s'est retrouvé quelques années après au cinéma. Il partage avec nous sa passion pour l'art et ses ambitions qui n'ont pas de limites.



Propos recueillis par **Abla Selles**

Le Jour d'Algérie : Comment avez-vous intégré le monde de l'art ?

Hakim Soltan : Chaque personne dans cette vie excelle dans son domaine, à sa manière et selon sa nature. L'art ne se limite pas à l'acteur ou au peintre seulement, mais c'est un style de vie choisi par l'homme. Devenir acteur est un rêve d'enfant que j'ai cultivé par la suite avec des formations au théâtre Elbelliri des arts et des lettres de Constantine qui est devenu ma maison depuis l'âge de douze ans. Par la suite je me suis

inscrit à l'Institut municipal des arts de la ville. Mais j'ai commencé à toucher mon rêve du doigt lorsque le Théâtre national algérien m'a choisi pour jouer dans la pièce «Le rêve du père» avec le grand artiste Ahmed Bengetaf. J'ai travaillé aussi avec la grande dame Sonia dans la pièce «Les martyrs reviennent aujourd'hui» au Festival international du théâtre arabe en Jordanie. C'est à partir de là que les portes se sont ouvertes et j'ai intégré le monde de l'art.

Vous avez travaillé aussi pour le cinéma et la télévision, n'est-ce pas ?

Oui c'est vrai. J'ai eu la chance de travailler dans plusieurs films. Le début était avec mon ami Ahmed Riad avec qui j'ai participé à de nombreuses productions dont des films de guerre : «Les Scouts», «Le Facteur et le Marin». J'ai participé aussi à des caméras cachées «Prends la fuite», «Lharba tselek» et «Wach dak».

Mon premier rôle au cinéma a été dans le film «La vie continue», produit par le ministère de la Culture. Depuis, mes ambitions sont devenues plus grandes. J'ai participé ensuite au film «Zabana» puis j'ai interprété le rôle du Sultan de Fès dans le film documentaire

«Ibn Khaldoun» avant de participer dans le feuilleton «Ibn Badis». Le dernier travail que j'ai fait est la série «Felbatima» avec le réalisateur Ahmed Riad. C'était une station très importante dans ma carrière artistique. En réalité, à chaque fois que je me retrouve avec une équipe professionnelle, une belle ambiance, cela me motive énormément pour m'investir pleinement dans le travail.

Entre le théâtre et le cinéma, où vous retrouvez-vous le mieux ?

Le théâtre et le cinéma sont deux domaines très proches. Ils sont même complémentaires.

Je les aime tous les deux. Je suis fidèle au théâtre puisque j'ai grandi sur ses planches, mais le cinéma m'emporte plus loin que j'imagine. Mais je pense que mon amour pour l'ambiance du cinéma peut m'amener à des participations et des travaux plus que dans le théâtre.

Parlez-nous du Théâtre Elbelliri dont vous êtes actuellement le président.

Le mouvement associatif, ou plutôt la Société Elbelliri pour les arts et les lettres de Constantine est l'une des plus anciennes associations algériennes activant dans le domaine artistique. Depuis toujours, cet établissement encourage et accompagne les artistes en herbe pour prouver et développer leur talent. D'ailleurs, de grands artistes sont passés par cette association, à savoir Hamoudi

Hamza, Mourad Filali, Wahid Ashour, Ahmed Hamams, Zulaikha, Belhaj, Zahra Shabana, Mahdi Abbad, Murad Ghajati, Hisham Daoudi, Osama Telliani et autres. Maintenant j'essaie de poursuivre le travail et de continuer dans la même vision que celle de nos maîtres qui encourageaient la créativité, la bonne initiative et le talent des jeunes.

Il est vrai que ces dernières années on a eu de sérieux problèmes, mais on essaye de s'adapter tout en poursuivant notre chemin et en défendant notre cause. Elbelliri est une famille qui peut différer, mais ne se sépare pas, nous ne désespérons pas, on se tend la main pour travailler. Nous aimons être efficaces et nous aimons rechercher et innover, pas imiter. Elbelliri n'aime pas la répétition et nous travaillons pour l'excellence.

Pensez-vous que le théâtre algérien connaît avoir des jours meilleurs ?

Oui, nous pouvons vivre une vraie révolution dans le domaine du théâtre en Algérie avec des jeunes qui aiment la scène. Ce n'est qu'une question de temps, car notre époque est mêlée de vitesse, de perspicacité et d'innovation technologique. Il y a beaucoup de jeunes qui travaillent sur des productions avec des techniques modernes. Ces travaux sont considérés comme un ajout esthétique à la scène.

A. S.

Musée «Ahmed-Zabana» à Oran

Trois artistes peintres exposent leurs œuvres

Le musée national «Ahmed-Zabana» d'Oran abrite, depuis mercredi, une exposition collective de trois artistes connus pour leur expérience dans l'art abstrait et l'art contemporain, fruit de longues années de pratique.

Cette exposition comprend 76 toiles des peintres Kaf Nemr Abdelouahab de Maghnia, Ahmed Mebarki de Tlemcen et Mohamed Bendima d'Aïn-Témouchent. Elle braque la lumière sur leurs œuvres artistiques qui reflètent leurs capacités

d'immersion dans les profondeurs de l'art abstrait et l'esthétique de la géométrie de l'art islamique contemporain.

Les trois artistes participent chacun avec une série de 30 à 40 toiles, permettant au visiteur de découvrir leur talent et savoir-faire dans l'utilisation du pinceau et dans le choix des couleurs qui apportent une esthétique à la toile, différentes significations et dévoilent tout leur professionnalisme à faire progresser les arts abstrait et contemporain en Algérie.

Ces œuvres artistiques, basées sur les techniques de l'acrylique et la peinture à l'huile, abordent plusieurs thèmes dont ceux dérivant de l'art islamique dans lequel Kef Nemr, connu pour son penchant pour l'art contemporain, tente de le rendre encore plus moderne et contemporain, contrairement à ses deux autres collègues qui appartiennent à l'école de l'art abstrait, qui décline les idées par les couleurs.

L'exposition, qui s'étale jusqu'au 30

septembre en cours, est rehaussée par des portraits du fondateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader, et des toiles comportant des symboles adaptés du patrimoine populaire algérien et d'autres de la fantasia.

Les trois artistes, Kef Nemr Abdelouahab, Ahmed Mebarki et Bendima Mohamed ont déjà exposé leurs œuvres dans différentes wilayas du pays et à l'étranger, rappelle-t-on.

M. K.

Le Festival de Louxor du film africain

Lancement d'un appel à candidature

Le Festival du film africain de Louxor (Egypte) a lancé vendredi un appel à candidature aux cinéastes africains pour soumettre leurs productions à la sélection de la 11^e édition qui se déroulera du 4 au 10 mars 2022, annoncent les organisateurs.

L'équipe de cette 11^e édition a annoncé vendredi l'ouverture des candidatures aux cinéastes du continent dans les catégo-

ries du court et du long métrage de fiction et des longs métrages documentaires.

Le Festival du film africain de Louxor prévoit également cette année un hommage au cinéma ougandais qui connaît un «grand développement de son industrie et une diffusion notable à l'étranger» ces dernières années.

Le Festival du film africain de Louxor a été créé en 2011, à l'initiative de la

Fondation des artistes indépendants, un regroupement de jeunes cinéastes égyptiens qui se sont organisés pour mettre en place un cadre autonome dédié au cinéma africain.

Depuis sa création, de nombreux films algériens ont été sélectionnés en compétition de ce festival, dont certains ont été primés à l'image du court métrage «Mollement un samedi matin» de Sofia

Djama en 2013, «Les terrasses» de Merzak Allouache et «El oued el oued» de Abdennour Zahzah en 2014, le documentaire «Fi Rassi rond-point» (Dans ma tête un rond-point) de Hassan Ferhani en 2016 ou encore «Kindil El Bahr» du réalisateur franco-algérien Damien Ounouri en 2017.

L. B.



Afghanistan

Combats dans le Panchir, l'annonce du gouvernement taliban encore différée

■ Les talibans ont à nouveau différé, hier, l'annonce de leur gouvernement, dont la composition pourrait donner le ton des années à venir en Afghanistan, où le nouveau régime reste confronté à une poche de résistance armée dans la vallée du Panchir.

Par Mourad M.

Près de trois semaines après le retour au pouvoir du mouvement islamiste, la fumée blanche se fait toujours attendre à Kaboul, où la population reste dans l'expectative, tout comme la communauté internationale. Deux sources talibanes ont prévenu l'AFP qu'il n'y aurait aucune annonce faite sur le futur gouvernement. La situation dans le Panchir, l'un des derniers foyers d'opposition armée au nouveau régime, pourrait expliquer le

retard pris pour présenter le nouvel exécutif, initialement pressenti pour être dévoilé vendredi. Bastion antitaliban de longue date, cette vallée, enclavée et difficile d'accès située à environ 80 kilomètres au nord de la capitale, est le théâtre, depuis lundi et le départ des dernières troupes américaines du pays, de combats entre les forces talibanes et le Front national de résistance (FNR). A Kaboul vendredi soir, des rafales ont retenti, tirées pour célébrer une victoire talibane dans le Panchir que des rumeurs notamment sur les

réseaux sociaux disaient acquiescer. Mais les talibans n'ont fait aucune annonce officielle et un habitant du Panchir a affirmé à l'AFP par téléphone que ces annonces étaient fausses. Selon les services d'urgence de la capitale, deux personnes ont été tuées et 20 autres blessées dans ces tirs de joie qui ont conduit le porte-parole en chef des talibans, Zabihullah Mujahid, à exhorter sur Twitter ses partisans à arrêter de «tirer en l'air» et à «remercier Dieu à la place». Réfugié dans la vallée du Panchir, l'ancien vice-président Amrullah Saleh, a évoqué une «situation très difficile» dans un message vidéo diffusé vendredi soir, tout en assurant que la «résistance continuait et continuerait». Selon Ahmad Massoud, qui mène la résistance dans la vallée, les talibans auraient proposé d'attribuer deux sièges au FNR dans le gouvernement qu'ils veulent créer. Et ce, «alors que nous demandions un meilleur avenir pour l'Afghanistan. Nous n'avons même pas considéré leur offre», a ajouté mercredi le fils du commandant Ahmed Shah Massoud assassiné en 2001 par Al-Qaïda, estimant que les talibans avaient «choisi le chemin de la guerre». Depuis leur retour au pouvoir à



Ph. > D. R.

leur exécutif fera donc figure de test sur leur réelle volonté de changement. Plusieurs pays ont répété vendredi que le nouveau régime serait jugé sur ses actes. Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, qui sera de lundi à mercredi au Qatar, a espéré que le gouvernement mis en place par les talibans serait «réellement inclusif», avec «des non-talibans qui seraient représentatifs des différentes communautés et des différents intérêts en Afghanistan».

M. M.



Commentaire

Rencontre

Par Fouzia Mahmoudi

Durant des années le Front National, puis le Rassemblement National, a évolué dans l'espace politique français sans concurrent, occupant une place unique qui lui a permis d'attirer de plus en plus d'électeurs au fil des ans. Marine Le Pen s'apprêtait d'ailleurs à attaquer la campagne présidentielle de 2022 presque assurée de se retrouver au second tour du scrutin. Mais voilà qu'un adversaire vient marcher sur ses plates-bandes et lui fait craindre la perte d'une partie de son électoral. Le journaliste Éric Zemmour, à la popularité exponentielle, inquiète la candidate du RN qui a dû, il y a quelques semaines, lui demander ouvertement d'oublier une possible candidature pour se joindre à elle. Une demande à laquelle Zemmour avait répondu par la négative. Cette semaine, le maire de Béziers, Robert Ménard, proche du parti d'extrême droite et ami du journaliste politique, leur a proposé de venir «discuter» dans sa ville du sud de la France. L'essayiste a accepté la proposition de l'édile, tandis que la candidate à l'Élysée a fini par faire de même, quelques heures plus tard, après une courte réflexion, selon son entourage. Les proches de Marine Le Pen avaient indiqué que la candidate «n'avait jamais refusé de discuter avec quiconque», soulignant que la proposition du maire de Béziers portait sur une «discussion autour d'une table», pas sur «un débat» public. Ainsi, Marine Le Pen est «d'accord pour un dîner avec Éric Zemmour à Béziers», a rapporté Robert Ménard, qui a ensuite qualifié cet engagement de «très bonne nouvelle». L'entourage d'Éric Zemmour a toutefois stipulé que le polémiste était «d'accord pour un débat», mais «pas pour des magouilles d'arrière-cuisine». «Non à la cuisine politicienne, oui au débat démocratique», a-t-on ajouté dans son cercle rapproché. La cheffe du RN et le journaliste star de CNews selon qui Marine Le Pen «ne gagnera jamais» en 2022 et qui pourrait aussi se présenter, «sont suicidaires. Il faut qu'ils arrêtent de se tirer dans les pattes les uns et les autres», s'est justifié Robert Ménard. «Marine et Éric, je leur dis : "Venez à Béziers et on discute", parce que je suis ami avec les deux», a-t-il ajouté. Selon l'eurodéputé du RN Thierry Mariani, «Marine Le Pen a répondu favorablement à la proposition de Robert Ménard afin de discuter, ce qui veut dire échanger, voir ce qu'on a en commun», mais «pas du tout faire un débat devant les télévisions», a-t-il précisé. «On n'est pas là (...) pour faire une sorte de show qui ferait certainement plaisir aux médias mais (ne ferait) pas avancer nos idées», a souligné l'ancien ministre sarkozyste, qui «rêve d'un gouvernement avec Éric Zemmour et Marine Le Pen ensemble». Le maire de Béziers a toutefois appelé les Français à voter pour Marine Le Pen en 2022, malgré son «entourage (qui) est un vrai problème pour elle». «Je crois qu'elle a changé. Elle a évolué. Aujourd'hui, elle est moins doctrinaire, plus ouverte (...), plus raisonnable», a fait valoir celui qui s'apprête à publier, le 13 septembre prochain, un livre de conseils à la dirigeante d'extrême droite intitulé «Chère Marine, ce qu'elle doit faire pour gagner». L'homme politique, qui avait un temps poussé Éric Zemmour à se présenter, considère désormais que ce dernier peut «faire perdre (son) camp». «Je pense qu'il n'est pas capable de réussir le passage entre polémiste et chef de l'État, ce qui n'est pas tout à fait la même chose», a-t-il rappelé. Reste à voir si Éric Zemmour et Marine Le Pen, dont les visions diffèrent, le journaliste ayant une ligne bien plus «dure» que celle de la présidente du RN, réussiront à s'entendre ou si leurs lignes idéologiques sont trop dissemblables désormais pour arriver à un accord qui ferait renoncer à l'éditorialiste ses ambitions présidentielles.

F. M.

Venezuela

Reprise à Mexico des pourparlers entre pouvoir et opposition

Le gouvernement vénézuélien et l'opposition ont entamé, vendredi à Mexico, un deuxième round de négociations dont le but est de sortir le pays de l'ornière politique et économique grâce notamment à la participation de l'opposition aux élections régionales du 21 novembre. Les deux délégations se sont réunies vendredi à 15h00 locales (20h00 GMT), selon des sources proches des négociations parrainées par la Norvège et qui devraient durer jusqu'à lundi. «Nous saluons le début des négociations (...) Nous espérons que ce processus posera les fondations pour l'issue démocratique que méritent les Vénézuéliens. Nous sommes solidaires du peuple vénézuélien qui travaille pacifiquement pour restaurer la démocratie», a affirmé sur Twitter Ned Price, le porte-parole du Département d'État américain, alors que les États-Unis cherchent à évincer du pouvoir Nicolas Maduro, qu'ils ne reconnaissent pas comme président légitime. Le camp du président vénézuélien est représenté à Mexico par une délégation de 11 personnes sous la houlette du président du Parlement, un homme clé du pouvoir, Jorge Rodríguez. Celui-ci a déclaré jeudi à Telesur que

ses propositions seraient axées «sur la question économique et sociale (...) et sur la restitution des ressources qui appartiennent au Venezuela afin de répondre aux besoins de toute la population». L'opposition, dont les leaders sont divisés, veut elle en priorité obtenir des «conditions pour des élections libres et équitables (...) Nous luttons pour la libération et la démocratie, pour sortir de la tragédie, dans la rue ou au Mexique», a fait valoir cette semaine sur Twitter le chef de l'opposition, Juan Guaido, qu'une cinquantaine de pays reconnaissent comme président en exercice. Après avoir confirmé cette semaine qu'elle participerait aux élections des maires et des gouverneurs le 21 novembre, l'opposition va rompre avec trois ans de boycott électoral. Elle a, par ailleurs, réaffirmé les accords établis le 13 août dans un protocole d'accord lors du premier round de pourparlers à Mexico. Sept points de discussion avaient été soulevés dans le document, notamment les droits politiques, les garanties électorales et un calendrier pour des élections observables, a déclaré à l'AFP une source proche des négociations. Le mémorandum comprend également des aspects tels que la

levée des sanctions et le rétablissement des droits, la coexistence politique et sociale, la protection de l'économie et les garanties de mise en œuvre, ainsi que le suivi et la vérification de ce qui a été convenu. L'opposition avait boycotté la présidentielle de 2018, à l'issue de laquelle le président Nicolas Maduro a été réélu, et les élections législatives de 2020, perdant le Parlement, le seul pouvoir qu'elle contrôlait depuis 2015. Elle accuse le pouvoir de fraudes. Le président Maduro cherche une reconnaissance internationale et une levée partielle sinon totale des sanctions, en échange de concessions à l'opposition. Il espère notamment tourner la page Donald Trump pour négocier avec le Président Joe Biden, réputé plus souple que son prédécesseur à la Maison-Blanche. Mais, à l'image de l'arrestation suivie de la libération de l'opposant Freddy Guevara, présent à Mexico, Maduro souffle le froid et le chaud. Le pouvoir dénonce régulièrement les sanctions internationales, qui comprennent un embargo pétrolier comme étant à l'origine de la grave crise économique que traverse le pays dont le PIB a chuté de 80 % depuis 2014.

Algérie, Nigeria et Afrique du Sud

Le Premier ministre sahraoui salue le soutien ferme à la cause sahraouie

■ Le Premier ministre sahraoui, Bouchraya Hamoudi Beyoun, a salué, mercredi, le soutien ferme de l'Algérie, du Nigeria et de l'Afrique du Sud à la cause sahraouie.



Par Moncef G.

cause sahraouie».

Le Premier ministre sahraoui qui a reçu une délégation de chercheurs de l'Institut national des études politiques et stratégiques du Nigeria (NIPSS) au siège de la Présidence sahraouie dans le camp des réfugiés sahraouis «Chahid El-Hafedh», a souligné que «l'Algérie, le Nigeria et l'Afrique du Sud sont l'épine dorsale de l'Union africaine et représentent un soutien fort à la

Lors de cette rencontre à laquelle a également assisté l'ambassadeur du Nigeria en Algérie et en République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mohamed Mabadoul, M. Bouchraya a souligné que «le soutien de l'Algérie au peuple sahraoui depuis près d'un demi-siècle est resté inaltéré en dépit des circonstances politiques, économiques et sécuritaires difficiles qu'elle a traversées».

Dans le même sillage, il a indi-

qué que cette visite «consacre la solidarité et le soutien constants des deux pays, l'Algérie et le Nigeria, à travers les deux importantes délégations des Instituts nationaux des études politiques et stratégiques des deux pays frères».

Le Premier ministre sahraoui a salué le niveau des relations de coopération unissant le Nigeria et la RASD, ajoutant que ces relations ont gagné le soutien de la société civile nigérienne.

Et de poursuivre que cette

visite constitue une occasion pour discuter des différentes questions d'intérêt commun.

Pour sa part, la cheffe de la délégation nigérienne, Funmi Para-Mallam, a souligné que «la présence de cette importante délégation au niveau des camps des réfugiés sahraouis, accompagnée de la délégation algérienne de l'Institut national des études de stratégies globales (INESG), témoigne d'une solidarité profonde et inconditionnelle avec le peuple sahraoui».

«Nous espérons que le peuple sahraoui triomphera dans sa lutte et qu'une solution au conflit du Sahara occidental sera bientôt trouvée dans le cadre du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination», a-t-il soutenu.

De son côté, le directeur général de l'Institut national des études de stratégies globales (INESG), Abdelaziz Medjahed, a salué «la résistance du peuple sahraoui et son attachement à son droit à l'autodétermination et l'indépendance, en dépit de toutes les conditions et les difficultés dont il souffre, notamment les violations des droits de l'Homme par l'occupant marocain dans les territoires sahraouis occupés».

La délégation hôte a été chaleureusement accueillie par la population des camps des réfugiés sahraouis à Boudjhour. La délégation a suivi un documen-

taire sur la souffrance du peuple sahraoui dans les régions occupées avant de visiter le musée de la résistance sahraouie.

Au même musée, une présentation sur les activités de l'armée sahraouie a été donné par un responsable militaire sahraoui qui a fait état de 1 372 opérations militaires depuis la riposte à l'agression militaire marocaine à la brèche illégale El-Guerguerat.

Les opérations militaires, ajoute le responsable sahraoui, ont ciblé les positions des forces de l'occupant marocain au Sahara occidental à une moyenne de 20 opérations militaires par jour dans l'ensemble des secteurs.

Ces opérations militaires de l'armée sahraouie «ont causé des pertes humaines et matérielles chez les soldats marocains», a-t-il ajouté.

L'armée sahraouie a saisi, durant le premier semestre 2021, plus de 6 tonnes de cannabis en provenance du Maroc.

La délégation nigérienne a terminé sa visite à la Maison de la Culture Abdelhamid-Mehri à Tindouf en écoutant les potentialités économiques de la wilaya.

A la foire internationale «Mouggar 2021», la délégation a découvert certains produits algériens ainsi que d'autres produits d'opérateurs du Niger, de la Mauritanie et du Sahara occidental. **M. G.**

Parlement arabe

«La sécurité de la Libye étroitement liée à la sécurité et stabilité de la région»

Le Parlement arabe a salué jeudi les conclusions de la réunion des pays voisins de la Libye, abritée par l'Algérie les 30 et 31 août, avec la participation des ministres des Affaires étrangères de ces pays et des représentants d'organisations internationales et régionales.

Le président du Parlement arabe, Adel Al-Assoumi, a souligné, dans un communiqué, l'importance de la teneur du communiqué final ayant sanctionné la réunion en mettant l'accent sur le rôle primordial du mécanisme des pays voisins dans le soutien au processus libyen sous l'égide de l'ONU et le rejet catégorique de toute forme d'ingérence étrangère dans les

affaires internes de la Libye.

Il a également salué «l'appel des pays voisins à l'impérative éviction de tous les combattants étrangers du territoire libyen, outre le renforcement de la confiance afin de créer un climat propice pour la tenue des prochaines élections à la date prévue, en sus de la nécessité d'activer l'accord quadripartite entre la Libye et les pays voisins pour sécuriser les frontières communes». M. Al-Assoumi a souligné que «la sécurité et la stabilité de la Libye sont étroitement liées à la sécurité et la stabilité de la région», exprimant le plein soutien du Parlement arabe à tous les efforts arabes, régionaux et internationaux visant à renforcer la sécurité et la stabilité en

Libye. Par ailleurs, le Parlement arabe a appelé toutes les parties au processus politique en Libye à «défendre l'intérêt suprême du peuple libyen et à parvenir à un consensus national sur toutes les questions menant à une solution définitive et durable à la crise libyenne».

Les ministres des Affaires étrangères d'Algérie, de Libye, de Tunisie, d'Égypte, du Soudan, du Niger, du Tchad et de la République du Congo, ont participé à cette réunion, aux côtés du Secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, du Commissaire de l'Union africaine aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, Bankole Adeoye, et de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU

pour la Libye, Jan Kubis. Les participants à cette réunion ont mis l'accent sur l'impérative éviction des mercenaires et forces étrangères du pays afin de sécuriser les élections générales prévues le 24 décembre prochain avec l'association des pays du voisinage en tête desquels l'Algérie à cette opération qui sera effectuée en coordination avec le Comité militaire libyen 5+5. Ils ont également insisté sur le rôle des pays voisins dans le renforcement des efforts d'instauration de la sécurité et de la stabilité en Libye, au service des peuples de la région, d'autant que ces Etats sont les plus touchés par les répercussions de la crise libyenne. **R. M.**

Gouvernement britannique

Une carte où le Sahara occidental apparaît séparé du Maroc exposée

Le gouvernement britannique a invité, jeudi, les ressortissants du Royaume-Uni à éviter de se rendre au Sahara occidental en raison des risques liés au coronavirus (Covid-19), dans un avis publié sur son site et dans lequel il a affiché une carte géogra-

phique où le territoire sahraoui apparaît séparé de celui du Maroc.

«Le ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement international, déconseille tout voyage sauf essentiel dans l'ensemble du Sahara occidental sur la base de

l'évaluation actuelle des risques liés au Covid-19», peut-on lire dans le message illustré par une carte des pays de l'Afrique du Nord où le Sahara occidental apparaît distinct et séparé du Maroc.

De plus et pour des raisons de sécurité, le département des

AE déconseille tout déplacement vers les zones du Sahara occidental à moins de 30 km au nord-ouest du mur de sable et les zones du Sahara occidental au sud-est du mur, ajoute-t-on.

Le message du gouvernement britannique constitue une «réponse dure» à une campagne

de propagande menée par le Maroc récemment concernant «une reconnaissance imminente par Londres de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental et son intention d'ouvrir un consulat dans les territoires sahraouis occupés».

R. F.



ES Sahel

Taieb Meziani prolongé jusqu'à fin 2023

L'Etoile sportive du Sahel a annoncé qu'elle venait de prolonger le contrat de l'attaquant algérien Taieb Meziani jusqu'à fin 2023. L'ex-joueur de l'Espérance de Tunisie (25 ans) a rejoint le club étoilé en février dernier pour un contrat d'une saison et demie dans le cadre d'un transfert libre. Le joueur algérien a entamé sa carrière

footballistique dans son club formateur, le Paradou AC (Ligue 1 algérienne), avec lequel il a évolué jusqu'à 2016, pour rejoindre ensuite le club français, le Havre (2016-2018) avant de retourner au PAC en 2018.

Meziani a, par la suite porté les couleurs du club tunisois l'ES Tunis, avant de rallier, en février 2021, l'ES Sahel.

JS Kabylie

L'opposition accentue la pression sur Mellal

■ L'opposition parmi les membres du Conseil d'Administration de la JS Kabylie a accentué la pression sur le président, Mohamed Chérif Mellal, accusé de mauvaise gestion, notamment avec la saignée qui a touché l'équipe en cette fin de saison, avec le départ, d'abord, de l'entraîneur français Denis Lavagne qui a opté pour l'USM Alger, et de nombreux joueurs considérés comme des cadres dans le groupe.



Mellal dans des sales draps

Par Mahfoud M.

Le problème financier est, en grande partie, la cause de ces départs, puisque Mellal ne payait pas ses joueurs qui doivent quelques mensualités et des primes de match, notamment la prime du succès en finale de la Coupe de la Ligue décrochée face au NC Magra. Les membres de l'équipe estiment que le boss des Jaune et Vert n'a pas tenu ses engagements, puisqu'il leur avait promis de les payer et de les récompenser

après les efforts fournis tout au long de cette saison. Les membres du CA ont tout fait, ces derniers jours, pour débarquer Mellal et faire introniser l'ancien président du Club Amateur, Yazid Larichène, qui a indiqué être prêt à tout donner pour rendre son lustre au club et tirer son chéquier pour faire venir des joueurs internationaux. Toutefois, il faut savoir qu'il ne sera pas facile de déloger Mellal, en possession de tous les documents prouvant qu'il est premier responsable du club kabyle. Les opposants ont eu une discussion

avec le président de la LFP, Abdelkrim Medouar, qui leur a expliqué qu'il leur manquait un document très important pour prendre en main le club, à savoir le registre du commerce, sachant qu'ils auront du mal à l'avoir dans les prochains jours si Mellal ne le leur remet pas. Le bras de fer est donc engagé entre les deux parties et la situation risque de s'envenimer, ce qui influera négativement sur le club que beaucoup croyaient être sur de bons rails, d'autant qu'il disposait de jeunes joueurs prometteurs. M. M.

Coupe arabe des nations féminine (demi-finale)

L'EN éliminée aux tirs aux but par la Tunisie

La sélection algérienne (seniors/dames) de football a été éliminée en demi-finale de la Coupe arabe des nations après sa défaite devant la Tunisie aux tirs au but (3-4), après que le match s'est achevé sur le score de (2-2 / mi-temps : 0-0), dans un match disputé vendredi soir à l'Arab Contractors Stadium du Caire. Les buts de l'Algérie ont été inscrits par Imene Merrouche (45+2') et Naima Bouhani (66'),

au moment où Ghada Ayadi (6') et Sabrine Mamay (46') ont inscrit les buts des Tunisiennes. La Tunisie rejoint en finale son homologue jordanienne qui s'était qualifiée un peu plus tôt dans l'après-midi, également à l'Arab Contractors Stadium du Caire, où elle avait dominé l'Egypte dans l'autre demi-finale (5-2). Les buts de la Jordanie ont été inscrits par Djebara (37' et 46'), Djirine (38') et Fridj (45'+4 et 78'), alors que Sara

Issam avait sauvé l'honneur pour la sélection du pays organisateur à la 42', avant que sa coéquipière Sali Mansour ne rajoute un deuxième but à la 67'. L'Algérie a réalisé un parcours honorable dans la phase de groupes en battant la Jordanie (3-1), avant d'enchaîner (4-1) face aux Palestiniennes, et atteindre ainsi haut la main la phase des demi-finales. Après cette Coupe arabe des nations, les Algériennes disputeront le premier tour des éliminatoires de la CAN-2022, pendant lequel elles défieront le Soudan en deux manches, entre le 18 et le 26 octobre. En cas de qualification au deuxième et dernier tour, prévu entre le 14 et le 23 février 2022, la sélection algérienne, conduite par l'ex-internationale Radia Fertoul, sera opposée au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique.

Paralympiques-2020 (para-athlétisme)

Une 11^e journée néfaste pour les Algériens

La 11^e journée des 16^{es} Jeux paralympiques de Tokyo, dont les compétitions ont eu lieu vendredi, n'ont pas souri aux trois athlètes algériens engagés en para-athlétisme, mais a permis à Nadjet Boucharef de réaliser un nouveau record d'Afrique au club (F51). Pour sa première participation aux Jeux paralympiques, Nadjet Boucharef a clôturé le concours du lancer de Club (F51) en 5^e position, avec un jet mesuré à 13.01 mètres, réussi au 5^e essai, pulvérisant un nouveau record d'Afrique. La native de Tiemcen a réussi ses six essais dont cinq au-delà de 12.21 mètres, chose qui n'arrive pas souvent à ce stade de la compétition. «Une 5^e place très satisfaisante pour l'athlète algérienne qui était en manque de préparation et n'a pris part qu'à une seule compétition depuis 2019, c'était lors du Grand Prix de Tunis, qualificatif aux Jeux paralympiques de Tokyo-2020», a expliqué le Directeur des équipes nationales (DEN), Mohamed Miloudi. Le titre paralympique du concours est revenu à l'Ukrainienne Zoia Ovsii, championne du monde en titre, et qui a lancé 25,12 mètres (loin de son record monde de 2019, 25,23 mètres). L'Américaine Cassie Mitchell a pris l'argent (24,18m) et la Russe Elena Gorlova, la bonze avec 24,08 mètres. De son côté, l'athlète Mohamed Berrahal a achevé sa participation aux Jeux paralympiques de Tokyo par une 4^e place au 100m (T51) qui s'ajoute la même position au 200m et la 7^e au lancer du disque (F51). A Tokyo, Berrahal a perdu sa

médaille d'argent de Rio qu'il avait gagnée avec un chrono à 21.70. Aujourd'hui, l'Algérien a couru le 100m en 21.94, ce qui constitue tout de même sa meilleure performance sur la distance cette saison. Le podium du 100m (T51) est revenu dans l'ordre au Belge Genyn Peter en 20.33 (nouveau record des jeux), le Finlandais Piispanen Tony (20.68) et l'autre belge Habsch Roger (20.76). Pour sa part, l'athlète Boukoufa Achoura a terminé le concours du lancer de javelot (F46) en 8^e position, après son 4^e essai à 31.01 mètres. Boukoufa était loin de sa performance réalisée au dernier championnat du monde de Dubai en 2019, avec un jet à 31.55 mètres. C'est la première participation de l'Algérienne à des Jeux paralympiques. Le titre des 16^{es} JP-2020 du lancer du javelot (F46) a été remporté par la Néo-Zélandaise Holly Robinson, médaillée d'argent à Rio, et qui a réalisé 40.99 mètres, loin de son record du monde (45.73 mètres détenu depuis avril 2019). La Hollandaise Noelle Roorda a pris l'argent (40.06m) et la championne paralympique en titre britannique, Hollie Arnold, a eu la bronze (39.73m). Après onze journées de compétition, l'Algérie pointe à la 26^e place au tableau des médailles avec un total à 10 consécutions (4 or, 2 argent et 4 bronze). Jusqu'à présent, elle reste la première nation africaine devant l'Afrique du Sud (4 or, 1 argent et 1 bronze) et la Tunisie (3 or, 4 argent et 2 bronze).

Tennis de table (Championnat d'Afrique)

La sélection masculine éliminée en demi-finale

L'équipe algérienne de tennis de table messieurs a été éliminée en demi-finale du tournoi par équipes, comptant pour les Championnats d'Afrique qui se disputent à Yaoundé, après sa défaite face au Nigeria (3-0). Le pongiste Larbi Bouriah, seul représentant algérien aux derniers Jeux

olympiques à Tokyo-2020, a été battu par le champion d'Afrique Aruna Qadri (9-11, 11-8, 11-7 et 11-4), Sami Kherouf a perdu face à Omotayo Olajidi 13-11, 8-11, 4-11, 8-11), alors que Boudjadja Mohamed Sofiane a été défait par Abiodun Bode (6-11, 4-11, 7-11).

MC Oran

Le CA approuve la demande d'affiliation du club à une entreprise nationale

Le Conseil d'administration (CA) de la société sportive par actions du MC Oran, réuni jeudi soir, a approuvé la demande «d'affiliation par l'Etat d'une entreprise nationale pour intégrer le capital social du club», a-t-on appris de la direction de cette formation de Ligue 1 de football. Il s'agit là de la principale revendication que la famille du MCO ne cesse de réclamer, la qualifiant de «seule option pour dépasser la crise financière récurrente du club et lui offrir des perspectives

meilleures», souligne-t-on. La réunion du CA, présidée par le président Tayeb Mahiaoui et à laquelle ont pris part cinq membres sur sept, a convenu aussi de désigner un nouvel entraîneur pour l'équipe seniors qui a vu la saison passée défilier pas moins de quatre techniciens à la barre technique, a-t-on encore poursuivi. Dans le domaine technique toujours, il a été décidé la «mise en place d'une commission de recrutement», tout en insistant pour déployer les efforts nécessaires afin de

préserver, au sein de l'effectif, les joueurs qui viennent d'être libérés par la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL). Pas moins de 14 joueurs ont saisi la CNRL pour n'avoir pas perçu plusieurs salaires. Huit d'entre eux ont déjà bénéficié de leurs bons de sortie, dont quatre ont signé au profit d'autres formations. Il s'agit du gardien de but Litim, qui a rejoint le club saoudien d'Al-Ain, de Motrani et Boutiche (ES Sétif), ainsi que Hamidi (MC Alger).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Banque d'Algérie

Emission d'une nouvelle pièce métallique de 100 dinars

LA BANQUE d'Algérie a émis une nouvelle pièce de monnaie métallique de cent dinars. Selon le règlement portant émission et mise en circulation de la nouvelle pièce publié au *Journal officiel* numéro 66, la pièce de monnaie métallique de 100 DA est constituée d'une couronne extérieure en acier inoxydable de couleur gris acier et d'un cœur en cupronickel serti à l'intérieur de cette

couronne, de couleur jaune rosâtre. Au centre de la pièce ainsi que sur son avers, le nom du martyr Ali Amar a été gravé en langue nationale avec un triple millésime hégirien, grégorien et amazigh de l'année de frappe (1443 - 2021 - 2971) apposé à l'intérieur de la couronne sur la partie inférieure de la pièce.

Reda A.

Alger

Démantèlement d'une bande de malfaiteurs

LES ÉLÉMENTS de la brigade de police de la circonscription administrative de Hussein Dey, relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger, ont arrêté 7 individus et saisi 17 armes blanches prohibées. Les services de sûreté ont démantelé une bande qui semait la terreur dans le territoire de compétence de Hussein Dey, notamment à travers le trafic de drogue et des stupéfiants, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). L'opération a permis de saisir 17 armes blanches de différents types, un fusil à harpon et une bombe

lacrymogène, a précisé la même source, ajoutant que les mis en cause ont été déferés devant le procureur territorialement compétent. Par ailleurs, les services de sûreté de la circonscription administrative de Hussein Dey ont arrêté 4 suspects, issus de Blida et âgés entre 25 et 50 ans, soupçonnés de trafic de stupéfiants. L'opération a permis de saisir 5 123 comprimés psychotropes et 62 millions centimes, outre un camion. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur territorialement compétent, a conclu le communiqué. T. L.

Du 4 au 11 septembre:
Vacciner le plus grand nombre de citoyens



Louvis



Djalou@hotmail.com

Une somme de 80 000 euros débloquée

Aide de l'UE aux sinistrés des feux de forêt en Algérie

■ L'Union européenne (UE) a débloqué une somme de 80 000 euros au profit des sinistrés des feux de forêt ayant touché plusieurs wilayas du pays en août dernier, indique, jeudi, la Délégation de l'UE en Algérie dans un communiqué.

Par Dalila K.

Cette aide permettra au Croissant-Rouge algérien de «soutenir les familles touchées par les incendies dans les wilayas de Béjaïa, Tizi-Ouzou, Jijel et Sétif», note la même source, précisant que «ce financement s'inscrit dans le cadre de la contribution globale de l'UE au Fonds d'urgence

pour les secours en cas de catastrophe de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge». Il permettra également au Croissant-Rouge algérien de «reconstituer les stocks et de maintenir la mobilisation de son personnel, son staff médical et ses bénévoles», relève le communiqué. Alimentés par une vague de cha-

leur et aggravés par le changement climatique, les incendies ont été particulièrement sévères cette année, estime l'UE. Ces incendies «ont fait plusieurs dizaines de victimes et ont occasionné d'importants dégâts aux maisons, aux forêts, aux oliveraies et au bétail», note la même source.

D. K.

Accidents de la route

Six décès en deux jours

SIX personnes ont trouvé la mort et 371 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du pays, durant les dernières 48 heures, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile.

Selon la même source, les corps de trois personnes, emportées par les crues de oued Mitar, dans la commune de Boussaâda (wilaya de M'sila), ont été repêchés par les éléments de la

Protection civile, mobilisés sur le lieu du drame. Il s'agit de deux hommes et un enfant, âgés respectivement de 56 ans, 41 ans et 9 ans. Durant la même période, cinq personnes sont décédées noyées dans la mer et dans des réserves d'eau au niveau des wilayas de M'sila, Tébessa, Annaba et Boumerdès. D'autre part, et dans le cadre des activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant les der-

nières 48 heures, 174 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens la nécessité du port de la bavette, le respect du confinement, ainsi que les règles de la distanciation physique. Les mêmes unités ont effectué également 34 opérations de désinfection à travers le territoire national, ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Reda A.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الصحة

من 04 إلى 11
سبتمبر

الأسبوع الوطني
للتلقيح ضد كوفيد 19

بالتلقيح تستمر الحياة
٠٥٠٨ ٨ +٥٨٥٠+

BIG DAY 11 SEPTEMBRE
بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الويب

سوتلغاز
الراعي الرسمي
مؤسسة مواطنة

الشركاء الراعيون: ANEP, DP WORLD, JNG, mobilis, unicef

المساهمون: U, DP WORLD, JNG, mobilis, unicef

<http://www.sante.gov.dz> @sante_gouv_dz SanteDza

ANEP GRATUIT 0063 Le Jour d'Algérie - N° 5465 - Dimanche 5 septembre 2021